



INSTRUCTION

N° 96-062-A4-R du 7 juin 1996

NOR : BUD R 96 00062 J

Texte publié au BOCP

FONDS DE CONCOURS VERSÉS AU PROFIT DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

ANALYSE

Imputation budgétaire et comptable des recettes provenant des cessions de biens confisqués dans le cadre de la lutte contre les produits stupéfiants

Date d'application : 7 juin 1996

MOTS-CLÉS

COMPTABILITÉ ; FONDS DE CONCOURS ; RECETTES ; IMPUTATION ; IMMEUBLE ; BIENS MEUBLES ; VENTE ; DROGUE ; INFRACTION

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	TPGR	TPG	DOM	TOM	IP							

DIFFUSION

CS 28

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C - Bureau C1

Le décret n° 95-322 du 17 mars 1995 autorise le rattachement par voie de fonds de concours, au budget du Travail et des Affaires Sociales, du produit des recettes provenant de la confiscation des biens mobiliers et immobiliers des personnes reconnues coupables d'infractions en matière de trafic de stupéfiants.

L'arrêté du 23 août 1995 publié au Journal Officiel le 28 septembre 1995 fixe les modalités de rattachement des recettes précitées au chapitre 47.16 du budget du Travail et des Affaires Sociales.

A cet effet, un fonds de concours est ouvert sous les code et libellé suivants :

- 35.2.6.864 « *Produits des cessions de biens confisqués dans le cadre de la lutte contre les produits stupéfiants* ».

La présente instruction a pour objet d'informer les comptables des modalités d'imputation budgétaire et comptable des sommes recouvrées par les comptables des Impôts au titre de ce fonds de concours.

1. IMPUTATION DES RECETTES DANS LA COMPTABILITE DES RECEVEURS DES IMPÔTS

Les sommes recouvrées au titre de la confiscation des biens dans le cadre de la lutte contre les produits stupéfiants sont imputées par les receveurs des Impôts au crédit du compte 477 « *Imputation provisoire de recettes chez les receveurs des administrations financières* », rubrique 475.12 « *Imputation provisoire de recettes - Budget général - Fonds de concours* » (rubrique 475.126 pour la gestion 1996), à une nouvelle ligne à ouvrir sur le registre R90 intitulée « *Produit des cessions de biens confisqués dans le cadre de la lutte contre les produits stupéfiants* ».

A l'appui du registre précité, les receveurs divisionnaires des Impôts produisent au Trésorier-Payeur Général un état des recouvrements n° 1430 au titre de la catégorie de fonds de concours n° 35.2.6.864, servi conformément aux dispositions de l'instruction n° 94-099 A7 PR du 21 septembre 1994 et visé préalablement par l'ordonnateur pour valoir titre de perception.

2. CENTRALISATION ET IMPUTATION DES RECETTES PAR LES TRESORIER-PAYEURS GENERAUX

Au vu de l'état des recouvrements visé par l'ordonnateur, les Trésoriers-Payeurs Généraux imputent les recettes centralisées mensuellement dans leurs écritures au compte 901.600 « *Fonds de concours ordinaires et spéciaux - Année courante* », spécification 2 « 11.35.XX¹ ».

Les receveurs des Impôts sont informés des présentes dispositions par leur Direction.

S'agissant des sommes recouvrées par les receveurs des Douanes, une instruction complémentaire sera diffusée ultérieurement.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION C

A. BONEL

¹ Code ordonnateur.